



Pour une véritable politique de l'emploi

«Pour le gouvernement, le sous-emploi est une valeur sûre pour la baisse du chômage ! »

Arrêtons de parler de sortie de crise !

Une fois de plus, le gouvernement veut nous faire croire à la baisse du chômage. En avril 2011, le nombre de chômeurs de catégorie A, (les personnes sans emploi et tenues d'en chercher un activement), a en effet baissé le chiffre d'avril (- 0,4 % sur un mois), pour la quatrième fois consécutive.

À l'inverse, personne ne parle des victimes de la crise, qui s'enlisent aujourd'hui dans le chômage de longue durée (+ 20,8 % sur la seule année 2010).

Il se garde bien d'évoquer le nombre de chômeurs en catégorie B, (personnes ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois), qui lui, ne cesse de s'accroître : + 6 000 pour le mois d'avril (+ 0,9 % sur un mois).

En effet, de quels types d'embauches nous parle-t-on ? Des embauches à durée déterminée qui se généralisent et qui recouvrent des contrats de travail de plus en plus courts (neuf jours en moyenne en 2010) ? En France, les « miettes d'emploi » deviennent une réalité, l'emploi durable une exception.

Enfin, silence sur les 48 000 radiations !

Les chiffres publiés depuis plusieurs mois montrent que les chômeurs passent d'une recherche d'emploi à un emploi précaire !

Par ailleurs, le chômage des plus de 50 ans continue son inlassable progression. Qu'en est-il du maintien dans l'emploi des seniors ? En dépit des annonces, cette catégorie de chômeurs connaît de plus en plus l'exclusion du marché du travail, la précarité et la pauvreté. Et le recul de l'âge de départ à la retraite ne fera qu'accroître ce phénomène.

Une part croissante de la population se fragilise et les chômeurs sont naturellement les premiers à tomber durablement dans les trappes de la pauvreté.

La CGT réitère avec force le besoin d'une politique qui permette réellement de créer de l'emploi. Elle suggère de supprimer les heures supplémentaires défiscalisées qui sont un frein à l'embauche. De même, il s'agit de conditionner les milliards d'aides publiques à l'obligation de créer de l'emploi durable. Assez d'exonérations ou d'aides aux patrons sans contrepartie !

Enfin, la CGT continue de penser que revaloriser les salaires permettra de soutenir la consommation, donc l'emploi.

communiqué

confédération générale du travail

263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tel : 01 48 18 80 00

Montreuil, 26 mai 2011 - Ne pas jeter sur la voie publique - www.cgt.fr